

REPUBLIQUE DU BURUNDI FORCES NATIONALES DE LIBERATION



UBUGABO BURIHABWA

CABINET DU PRESIDENT

Nous sommes déjà entrés dans l'année électorale au Burundi et les échéances se rapprochent de plus en plus. Le Parti des FNL voudrait partager avec son public tant burundais qu'international, son projet de société dans lequel vous trouverez son programme tel qu'il sera présentée à la population burundaise lors de la campagne électorale de 2015. Nous posterons les grandes lignes du projet, qui reprennent néanmoins les idées fondamentales de notre programme et invitons ceux qui seraient intéressés à plus de détails de s'adresser directement aux instances habilitées, pour accéder au texte de programme complet. Nous saisissons aussi l'occasion et appelons tous ceux qui aimeraient contribuer d'une façon ou d'une autre à son enrichissement de ne pas hésiter à le faire, car notre Parti œuvre pour le bien et le bonheur de tous les citoyens burundais qu'il prépare à vivre en harmonie et en communion avec toute la communauté internationale, tellement le monde est devenu un village! Nous vous en souhaitons bonne lecture

Pour le Parti FNL,
RWASA Agathon, Président et Représentant légal.

PROGRAMME DU Parti « Forces Nationales de Libération », EN GRANDES LIGNES

Le parti « **Forces Nationales de Libération** », **FNL** en sigle,

- *Conscient de ses responsabilités et de ses devoirs devant l'histoire et les générations futures ;*
- *Réaffirmant sa foi dans l'idéal de paix, de Justice et de réconciliation nationale conformément à l'Accord de paix d'ARUSHA du 28 août 2000 et aux accords de cessez-le-feu ;*
- *Convaincu que le peuple Burundais a besoin d'une gouvernance démocratique tant attendue et assortie des compromis déjà obtenus entre Burundais ;*
- *déterminé à jouer son rôle de locomotive pour tirer le pays des affres de la pauvreté ;*

s'engage solennellement à réaliser les objectifs politiques contenus dans son programme électoral, articulé autour de :

1. *la paix, la sécurité et le progrès qui sont intimement liés et mutuellement complémentaires ;*
2. *le renforcement de la réconciliation effective basée sur le respect et la tolérance mutuelle des composantes ethniques et sociales pour*
3. *réaliser une vraie paix durable et une prospérité partagée sur base de la Constitution et de l'Accord d'Arusha à travers*
4. *l'amélioration effective du niveau de vie et la satisfaction des besoins fondamentaux de toute la population burundaise dans des domaines prioritaires, tels que :*
 - **La lutte contre la faim et la malnutrition** grâce à une politique agricole axée sur

- *l'augmentation et la diversification de la production alimentaire.*
 - *des mesures exceptionnelles pour faciliter l'acquisition et l'utilisation de nouvelles technologies dans la production, la transformation et de conservation industrielles des produits agricoles;*
 - *la maîtrise de cette démographie galopante qui annihile tous les efforts de développement.*
 - **L'amélioration de l'habitat avec accès à l'eau potable et l'énergie pour usage domestique et industriel.**
 - *La mise sur pied d'une autorité nationale pour faciliter et assurer la construction d'habitations décentes, conformes **aux** normes standards d'hygiène et de sécurité dans un contexte de catastrophes climatiques de plus en plus imprévisibles.*
 - *L'établissement, le cas échéant, des procédures d'expropriation transparentes, conformes à la loi et aux principes universels reconnus en matière d'expropriation ; ceux-ci incluent notamment le respect du droit à la propriété privée et une indemnisation juste et équitable en cas d'expropriation.*
 - *Une politique d'urbanisation conforme aux normes environnementales et tenant en compte l'épineuse question des terres cultivables déjà menacées par l'extension illimitée des villes.*
 - **L'accès aux soins de santé pour tous, lutte proactive contre le VIH-SIDA, les maladies endémiques et les maladies des mains sales (liées à l'hygiène et l'insalubrité);**
 - **Le transport (privé et public) des personnes et des marchandises:** *le FNL s'engage à abolir immédiatement toutes les mesures administratives restrictives actuelles, pour faciliter au grand nombre l'acquisition des moyens de transport remplissant les normes raisonnables de sécurité. Les barrières et contrôles inutiles sur les axes routiers, qui gênent la mobilité des personnes, dont les agents rançonnent plus qu'ils ne sécurisent les transporteurs, doivent être immédiatement levées.*
- **Le FNL est fermement déterminé à mener une politique intérieure basée sur l'Etat de droit qui assure la sécurité intégrale de toutes les personnes et de leurs biens, et spécialement une politique de tolérance zéro envers tout usage de la violence à des fins politiques,** telles que les exécutions extra-judiciaires et toutes autres formes de persécution, de harcèlement ou de violations de droits de l'homme. Il s'engage ainsi à :
- *Respecter et appliquer strictement la Constitution et l'Accord d'Arusha comme socles de la paix, de la sécurité sociale et de consolidation du processus démocratique.*
 - *Tout mettre en œuvre pour que plus jamais personne ne se croit être au-dessus de la loi, qui qu'il soit.*
 - *Mener une lutte sans merci contre la corruption et les malversations économiques, pour assurer une bonne gouvernance économique au-delà des carrières personnelles des mandataires politiques. Les organisations de la société civile seront régulièrement associées à ce noble combat.*
 - *Renforcer les institutions nationales pour qu'elles soient réellement représentatives des revendications légitimes des citoyens plutôt que des bricolages politiques de façade, et servent la cause de la paix et de la concorde nationale.*
 - *Procéder à une révision rapide des lois controversées, votées à la va vite et imposées unilatéralement, telles que les lois sur la presse, sur les manifestations publiques, les lois régissant la CNTB et la CVR.*
 - *Assainir le climat politique en garantissant la liberté de gestion des partis politiques et des organisations de la société civile en tant que partenaires du processus démocratique. L'opposition en tant que partie intégrante du système démocratique sera traité avec respect, comme partenaire et non pas comme ennemi.*
 - *Promouvoir le respect des droits fondamentaux de la personne humaine comme une contribution à la paix et à la prospérité universelle.*
- **Notre politique sociale sera axée sur une justice sociale inclusive qui rassure tous les citoyens à travers :**
- **Le renforcement du cadre institutionnel et légal de la Commission Nationale des Terres et autres Biens et la Commission Vérité et Réconciliation comme outils au service de la paix et de la concorde nationale.** *Le FNL s'engage à assurer que ces institutions soient conformes à la Constitution, que les partenaires sociaux soient associés au processus de leur mise en place. Il veillera en particulier à ce que la CVR ne soit pas amputé de sa dimension judiciaire, telle que le prévoit le droit pénal international par rapport aux crimes graves officiellement reconnus par la partie gouvernementale et les Nations Unies.*
 - **Le renforcement de l'indépendance de la magistrature** comme un des piliers du processus démocratique : *le FNL mettra en place une procédure concertée, transparente de nomination et d'approbation des juges des grands tribunaux par une commission sous le contrôle du parlement.*
- **L'éducation nationale est le pilier pour le présent et l'avenir du bien-être de nos citoyens.** *Le FNL s'engage à élaborer et mettre en application une politique innovatrice et consensuelle en matière d'éducation, et à s'orienter*

vers un enseignement obligatoire jusqu'au niveau secondaire, qui ne soit pas sujette à la controverse politicienne entre les partenaires politiques et sociaux. Il favorisera notamment :

- La culture du dialogue entre partenaires et la mobilisation de ressources conséquentes pour éradiquer la crise actuelle qui gangrène l'enseignement à tous les niveaux.
- Une revalorisation du métier d'enseignant dans des écoles complètes (une dans chaque commune) dotées des ressources et des capacités de se prendre en charge pour les options mixtes d'internat et d'externat.
- La formation de professionnels de l'enseignement, exerçant leur métier sans interférence politique, fiers de leur profession et de leur mission de former les jeunes et les autres citoyens gestionnaires du pays.
- Une commission nationale chargée d'assurer que les critères de qualité et de performance sont atteints dans la mise en application de la politique d'éducation et d'enseignement à tous les niveaux.
- Une attention spéciale à l'université et aux instituts d'enseignement supérieur pour qu'ils jouissent d'une indépendance et autonomie effectives de gestion et de fonctionnement sans interférence politique.

L'université publique et les autres établissements académiques établiront avec les partenaires nationaux et étrangers un plan stratégique de coopération à court, moyen et long termes.

- **Sur le plan économique** nous serons guidés par les principes d'un système d'économie de marché avec une dimension sociale.
 - **Lutte contre la dépendance et la domination de l'économie nationale** par des monopoles aux intérêts contraires à la souveraineté nationale et la sécurité de chaque citoyen.
 - **Relance économique sur des bases solides à la hauteur de la position géostratégique du pays** pour le commerce et le transport avec les pays voisins.
 - **Une politique prioritaire d'innovation en matière d'infrastructures** : relier réseau du corridor sud (Bujumbura-Rumonge-Nyanza-Lac) au Port - Aéroport - Chemin de fer (*Bujumbura-Kigoma*) en un nœud stratégique de développement effectif au cœur du continent à travers :
 - *la réhabilitation du réseau routier actuel ;*
 - *la revalorisation du port et de l'aéroport de Bujumbura, avec une attention spéciale à la compagnie aérienne nationale pour lui permettre de remplir pleinement sa mission économique ;*
 - *la construction d'un nouveau port moderne ;*
 - *la construction d'un chemin de fer reliant Bujumbura à Kigoma ;*
 - **Renforcement du cadre institutionnel d'investissement** et des garanties de sécurité pour stimuler l'économie nationale, en encourageant les investisseurs nationaux et internationaux à s'installer dans notre pays.
 - **Exploitation transparente des ressources du sol et du sous sol dans l'intérêt national.**
 - **Des structures administratives de gestion à la hauteur des ressources et moyens réels nationaux**
- **Une politique financière et bancaire** dynamique de stabilisation de la monnaie nationale, axée sur une maîtrise de l'inflation. La dévaluation doit être bannie. Il faut en effet protéger le pouvoir d'achat de nos citoyens pour les encourager à épargner aux fins de subvenir à leurs besoins futurs. Cette épargne constitue la base financière interne aux investissements et à la création d'emplois.
- **L'accès à l'énergie est une condition essentielle du développement du pays :**

D'une part, l'énergie est essentiellement importée, elle coûte cher et rend notre économie dépendante et vulnérable aux facteurs extérieurs. D'autre part notre pays dispose de sources alternatives naturelles d'énergie propre (énergie hydroélectrique, solaire, éolienne, biogaz, géothermique). Le FNL se fixe comme priorité :

 - la production et distribution d'énergie suffisante, accessible et abordable
 - l'établissement des centres pilotes régionaux de vulgarisation des technologies de production d'énergie solaire, hydroélectrique, biogaz, éolienne, etc., financés par des investisseurs nationaux et/ou étrangers;
 - la mise en œuvre à court terme d'alternatives à l'utilisation du charbon de bois comme source principale d'énergie pour les ménages.
- **L'environnement et le tourisme.** La combinaison d'une politique de protection de l'environnement avec la promotion d'un tourisme responsable, écologique, dans le cadre d'un développement équilibré durable comprenant la protection spéciale et des mesures de restauration des réserves mal gérées ou détruites dans le passé.
- **La culture nationale est l'âme de tout un peuple.** Le FNL s'engage à mener une politique active de réhabilitation de l'identité culturelle qui doit jouer son rôle traditionnel de ciment de notre tissu social et être la source de fierté

nationale commune. Les valeurs positives de nos coutumes ne doivent pas être abandonnées au profit des modernités importées.

- **Une politique nationale de sécurité, protection et de solidarité sociale** : avec un taux insignifiant de citoyens couverts par la sécurité sociale classique, le peuple Burundais est à la merci de tous les aléas sociaux, économiques ou naturels. Même les quelques aides sociales que l'Etat doit normalement aux démunis sont distillées en fonction des calculs électoraux. Pour se prémunir contre les imprévus dûs aux multiples transformations socio-économiques de notre société traditionnelle, les citoyens doivent s'attendre à la maladie ou aux accidents professionnels, à l'invalidité, à la vieillesse, au chômage, etc. Le FNL entend initier, à titre prioritaire:
 - *Une caisse de protection sociale pour tous les citoyens, étendant ainsi le champ d'application aujourd'hui restreint de l'I.N.S.S et de la M.F.P (Mutuelle de la Fonction Publique), les deux principaux organismes de sécurité sociale au Burundi.*
 - *Un réseau national de service de prévention et d'intervention pour la protection des citoyens et des infrastructures socio-économiques contre les incendies et les autres calamités naturelles au niveau de chaque province.*
 - *Une politique nationale équitable d'aide sociale en faveur des personnes vivant dans la précarité, sous la coordination des administrations locales et des travailleurs sociaux dûment affectés.*

- **En ce qui concerne la sécurité et la défense nationale**, leurs compétences et leurs domaines d'action (Armée et Police) ne doivent pas être confondues. Leurs fonctions respectives, leurs responsabilités ne doivent pas être investies dans une seule institution ni confiées à une seule personne. Ces deux corps rendent compte au chef de l'exécutif conformément à la Constitution, mais ils doivent être soumis au contrôle effectif du parlement.
Le parti FNL fera en sorte que les membres de ces corps soient effectivement neutres par rapport aux sensibilités politiques, évoluent vers le professionnalisme et assurent correctement leurs missions connues de la loi. Il ne tolérera jamais qu'ils soient doublés par d'autres forces parallèles comme des milices illégales.

- **La politique extérieure sera le reflet de la situation géostratégique du pays, ainsi que des réalités incontournables de la mondialisation. Le FNL s'engage à mener une politique positive de bon voisinage** sous-tendue par :
 - **une coopération active à travers le processus d'intégration régionale** avec des traités appropriés de neutralité et non-ingérence dans les affaires internes d'autres Etats,
 - le **renforcement de la coopération internationale, tant bilatérale que multilatérale**, et la poursuite de la participation active aux opérations de maintien de la paix mandatées par l'ONU, l'UA et des autres organisations (régionales ou sous-régionales), et ce conformément à la Constitution.
 - **Une reconnaissance conséquente du rôle historique des pays de l'UE, l'UA, les USA et les autres membres du Conseil de Sécurité de l'ONU** dans le processus de retour et de consolidation de la paix, de la sécurité et de la bonne gouvernance au Burundi. La coopération sincère avec ces entités sera renforcée pour refléter ce rôle.

Le FNL est conscient des défis et des contraintes réelles et potentielles et du fait que les objectifs plus amplement décrits dans son programme détaillé ne peuvent pas tous être réalisés immédiatement. Par conséquent, il adoptera une approche de réalisation progressive de ces objectifs par ordre dynamique de priorités, soumise à l'appréciation de l'électorat souverain.

Mais comme celui qui n'ose jamais commencer n'arrivera jamais, « *Commençons par le commencement* », et Ensemble pour la paix, la sécurité et une prospérité partagée, nous réussissons.

=====
=====
=====